

Domaine Public

1 7 4 9

Edition PDF
du 1er octobre 2007

Les articles mis en ligne
entre le 28 septembre et
le 1er octobre 2007

**Analyses,
commentaires
et informations sur
l'actualité suisse.**

Un point de vue
réformiste en
toute indépendance
depuis 1963,
désormais interactif
et en continu sur
domainepublic.ch

Dans ce numéro

Quelle concordance après la fin de la formule magique

Au cas où l'UDC passerait dans l'opposition,
il faut préparer le terrain (André Gavillet)

Prix du lait: le grand écart des organisations paysannes

Entre l'ouverture européenne
et la souveraineté alimentaire (Albert Tille)

Le Club de Rome s'installe dans la métropole de Suisse

Le célèbre club de réflexion transfère son siège à
Zurich, ville durable et créative
autant que place financière (Yvette Jaggi)

Pour comprendre et contrer les divagations du capitalisme

Un livre qui donne un semblant d'espoir
(Jean-Daniel Delley)

Quelle concordance après la fin de la formule magique

Au cas où l'UDC passerait dans l'opposition, il faut préparer le terrain

André Gavillet (30 septembre 2007)

L'originalité des élections nationales, millésime 2007, est la volonté des citoyens d'influencer la composition du Conseil fédéral. Nous y contribuons, *Domaine Public* demandant que les candidats au parlement soient interrogés sur leur choix, s'ils devaient être électeurs du gouvernement: confirmeront-ils la participation de l'UDC? éliront-ils Christoph Blocher?

Cette volonté de ne pas se contenter du tri des parlementaires mais de savoir, et indirectement de décider, qui nous gouvernera, marque la fin de la «*formule magique*», c'est-à-dire de la composition du gouvernement à la proportionnelle. Dans ce système, il n'y a ni majorité ni minorité. Les places sont proportionnellement réservées. Le jeu est reporté sur le choix du profil des candidats.

En fait, la formule magique a été abandonnée en 2003 déjà, quand l'UDC a exercé un chantage sur le parlement, exigeant deux fauteuils – ce qui pouvait passer pour une mise à jour de la proportionnelle – mais imposant son candidat. Le parlement a cédé devant ce chantage. Historiquement ce fut la fin d'une période. Le souci des électeurs, quatre ans plus tard, de reprendre la main en est la conséquence directe.

Programme et concertation

Le système ancien, celui de la formule magique, impliquait

une certaine distance du Conseil fédéral par rapport aux partis. Les ministres cultivaient une image de «*sages*». Obligés de composer, ils évaluaient ce qui était politiquement possible. Même si les rapports de force jouaient à l'intérieur du collège, ils ne se voulaient pas partisans. Ils se réclamaient de l'esprit de concordance.

Si l'UDC passait dans l'opposition, le nouveau chantage à l'élection de Christoph Blocher ayant, cette fois, échoué, les conseillers fédéraux et leurs partis (PRD, PS, PDC) seraient plus exposés, moins «*à distance*». La concordance ne pourrait plus être implicite, elle devrait être explicite et engagée. Sous quelle forme?

On imagine mal, dans un premier temps du moins, une alliance, une coalition majoritaire liée par un programme commun. Toutefois, il devrait y avoir accord sur quelques points majeurs.

Le premier, dans l'ordre et en importance, c'est nos relations avec l'Union européenne. Si l'adhésion n'est pas, aujourd'hui, envisageable à bref délai, du moins il serait inacceptable que soient remises en cause les avancées bilatérales. L'UDC est sur ce point équivoque. Une fermeté absolue doit lui être opposée, y compris à gauche où la discussion de la libre circulation est utilisée comme

pression pour le renforcement des mesures d'accompagnement.

Le second point d'accord devrait être la volonté d'équilibrer financièrement les assurances sociales, en premier lieu l'AI et l'assurance-chômage, en 2015 l'AVS. Cela signifie que la droite admette que la «*chasse aux z'abus*» n'est pas la solution miracle. Les problèmes sont sociétaux et démographiques. Ils exigent des ressources supplémentaires.

Si l'accord programmatique est limité à quelques options essentielles, il appartiendra aux trois partis gouvernementaux de contrer la capacité de nuisance de l'UDC jouant son rôle de parti d'opposition. Au Conseil national, le groupe UDC pourrait systématiquement «*démailler*» les compromis, notamment en soutenant les amendements de la gauche pour que soit démontrée la faiblesse des partis du centre-droit; ou inversement faire adopter tout ce qui «*droitise*» un projet, afin que la gauche fasse figure du perdant, de «*l'idiot utile*».

Déjouer cette manœuvre, dont on a pu observer quelques applications dans la législature actuelle, exigerait une concertation des partis au pouvoir. Telle serait la nouvelle concordance, qui ne serait plus l'apanage des sept sages seuls, mais qui rendrait la concertation plus visible et la

politique plus lisible et engagée.

Post-scriptum

Le chantage de l'UDC a mis fin à la formule magique. Il faut en prendre acte et refuser la réélection de Christoph Blocher. Une autre concordance est possible. Il est bon de le démontrer et d'y réfléchir.

Mais le 12 décembre, jour de l'élection du Conseil fédéral, la responsabilité du PDC sera grande. A supposer qu'au cinquième tour, celui de l'élection de C. Blocher, un nombre significatif de voix se portent sur un PDC, dont chacun admet qu'il aurait le format gouvernemental, le PDC acceptera-t-il ce choix en

le soutenant par la totalité de ses voix?

S'il se dérobe, la politique actuelle du chantage et de l'ostracisme se poursuivra. S'il assume, son deuxième siège reconquis marquera un tournant de la politique suisse, commencera une période difficile mais stimulante, celle de la nouvelle concordance.

Prix du lait: le grand écart des organisations paysannes

Entre l'ouverture européenne et la souveraineté alimentaire

Albert Tille (28 septembre 2007)

La hausse annoncée du prix du lait divise profondément les organisations paysannes. C'est la querelle des anciens et des modernes.

L'Union suisse des producteurs de lait se félicite ouvertement d'une hausse de 6 centimes par litre de lait payé aux producteurs. Le syndicat minoritaire Uniterre réclame cinq fois plus, et menace de faire la guerre du lait. Cette différence est béante.

Les deux organisations paysannes défendent des politiques diamétralement différentes. Uniterre veut des exploitations familiales pour nourrir la population suisse. C'est le retour au protectionnisme hérité de la guerre. Mais pour être plus présentable, il s'appelle «*agriculture de proximité*». Dans cette logique, Uniterre réclame un franc par litre de lait pour couvrir les coûts de production dans un élevage traditionnel. L'Union suisse des producteurs de lait suit une

logique inverse et accepte l'ouverture au marché qui s'installe depuis 1992. Les prix doivent se rapprocher progressivement du niveau européen. Ils ne sont plus fixés par Berne mais négociés entre les producteurs et les grands transformateurs. Les contingents laitiers, bête noire des agriculteurs, sont largement assouplis et disparaîtront totalement dans 18 mois. Conséquence, le prix du lait a dégringolé pendant quinze ans. Aujourd'hui, il remonte, influencé par la hausse d'une dizaine de centimes affichée sur le marché européen.

Les prix européens restent encore de quelque 20 centimes inférieurs à ceux que touchent nos agriculteurs. La hausse annoncée en Suisse peut donc surprendre compte tenu de l'objectif d'alignement progressif sur nos voisins. Mais plusieurs mécanismes permettent de supporter une pareille différence. Le marché du lait n'est pas le même que celui d'une matière première

stable comme le sucre, les céréales ou le cacao. Le lait frais ne supporte pas le stockage et le transport à longue distance. Il échappe donc partiellement aux contraintes de la concurrence. La vraie compétition transfrontalière s'exerce sur les produits transformés, essentiellement sur le fromage qui est désormais en libre-échange intégral avec l'Europe. La production suisse tient le coup parce que Berne donne des subventions pour alléger le prix du lait destiné à la fabrication du fromage. Une même atténuation de la concurrence s'exerce pour le lait entrant dans la composition du chocolat et autres produits agricoles transformés, et ceci en vertu d'un accord dûment négocié avec Bruxelles.

Grâce au marché, les paysans suisses peuvent tirer profit de la hausse des prix européens eux-mêmes influencés par l'envolée des cours mondiaux. Les mécanismes correcteurs mis en place par Berne

atténuent cependant les effets de la concurrence, à la hausse comme à la baisse. Et c'est bien ainsi. Une évolution des prix en dents de scie perturberait gravement la gestion des exploitations agricoles. La

politique laitière de la Suisse tient donc la route au milieu des aléas des marchés internationaux. En réclamant une hausse massive des prix parce que les cours mondiaux s'envolent, Uniterre fourvoie

les agriculteurs. Le retour à l'ancien régime est non seulement politiquement impraticable, il est économiquement dommageable.

Le Club de Rome s'installe dans la métropole de Suisse

Le célèbre club de réflexion transfère son siège à Zurich, ville durable et créative autant que place financière

Yvette Jaggi (1er octobre 2007)

Bâle, Genève, Vienne et Madrid étaient aussi sur les rangs, pour accueillir le siège du Club de Rome et son secrétariat permanent, présentement sis à Hambourg. Si la candidature de Zurich l'a emporté, c'est tout d'abord grâce à l'engagement du président de la ville, Elmar Ledergerber, appuyé par Eberhard von Koerber, vice-président et trésorier du Club, par ailleurs PDG d'une société internationale de conseil basée à Zurich et très présent dans les fondations éthiques et culturelles allemandes, Philharmonie de Berlin en tête. Grâce aussi aux avantages offerts: une adresse de prestige sur les bords de la Limmat et une subvention de 1,820 million de francs pour cinq ans, comprenant la mise à disposition des locaux administratifs souhaités.

Le calendrier de l'opération aurait pu la faire échouer. En effet, un vice de forme ayant empêché le Conseil communal de traiter la proposition de la Municipalité comme prévu le 19 septembre, le Club de Rome, réuni à Madrid au début de la semaine dernière, a de fait choisi Zurich avant que Zurich accepte de l'inviter! Finalement, tout est rentré

dans l'ordre le 26 septembre avec un score somme toute assez net: 68 voix favorables au projet contre 25 non, avec 17 abstentions. L'UDC s'est opposée en vain au transfert et surtout à la subvention, que l'Alternative de gauche aurait voulu limiter à un demi-million pour solde de tout compte.

Mais Zurich avait d'autres attraits que financiers et immobiliers. Le Club de Rome l'a choisie pour "*l'analogie de ses préoccupations*", en clair pour sa politique durable. Quelle autre ville a-t-elle eu l'idée et le courage de formuler sa politique locale et prochaine dans la perspective de son développement à long terme, supputé sur près de deux décennies, à la manière de *Strategien Zürich 2025*? La publication de ce document en février dernier a fait sourire dans bien des hôtels de ville, où il a passé pour un signe supplémentaire de l'incurable arrogance régnant sur les bords de la Limmat. Alors qu'il s'agissait tout simplement de l'assomption par Zurich de la responsabilité liée à sa qualité d'unique métropole de Suisse. Une métropole où se concentrent de plus en plus de "*forces créatives*", installées en

ville et dans la nouvelle "*Science City*" constituée par le réseau de ses établissements de formation supérieure et de recherche. Le tout fait de Zurich une véritable puissance innovante.

Au reste, le débat autour de son transfert a permis d'en apprendre davantage sur le Club de Rome, ainsi nommé parce que fondé dans la Ville éternelle en 1968, qui est resté fort discret depuis la parution en 1972 du fameux rapport Meadows sur les limites de la croissance, traduit en 27 langues et diffusé à douze millions d'exemplaires dans le monde entier. Ignoré par les répertoires de think tanks, le Club se considère cependant comme tel, spécialisé dans l'analyse des questions environnementales et sociales qui se posent à l'échelle planétaire et dans la proposition de solutions à l'intention des décideurs, publics et privés. Depuis 2002, le Club de Rome dispose d'une filiale junior, rassemblant trente dirigeants âgés d'une trentaine d'années. On leur doit le thème dominant du prochain rapport, consacré à l'avenir de l'urbanisation globale.

Le Club compte une représentation dans 28 pays, dont une pour la Suisse, installée en 2005 auprès de l'EPF-Zurich et bientôt placée sous l'égide de Dieter Imboden,

président du Conseil national de la recherche. Parmi les cent personnalités des mondes scientifique, économique et politique membres du Club, on compte quatre Suisses, dont

l'ancien conseiller fédéral Kurt Furgler et Konrad Ostervalder, récent président *ad interim* de l'EPFZ et désormais recteur de l'Université des Nations Unies à Tokyo.

Pour comprendre et contrer les divagations du capitalisme

Un livre qui donne un semblant d'espoir

Jean-Daniel Delley (29 septembre 2007)

Les péripéties de l'économie mondiale vous donnent le tournis, les rémunérations des dirigeants des grandes entreprises vous scandalisent, la bourse vous paraît aussi incompréhensible que l'énigme du Sphinx?

Plongez-vous sans tarder dans le petit livre de Patrick Artus et Marie-Paule Virard, *Le capitalisme est en train de s'autodétruire* (La Découverte/Poche). En 130 pages et dans un langage accessible, les auteurs décortiquent les dérèglements du capitalisme contemporain. Non pas pour condamner l'économie de marché, mais pour montrer comment elle pourrait contribuer à améliorer le sort du plus grand nombre.

Le paradoxe? Sur la planète, l'argent coule à flot. Mais l'épargne mondiale ne crée pas suffisamment de richesses durables. L'exigence de création de valeur pour les actionnaires a pris une telle importance que les entreprises ne vivent plus que dans le court terme. Afin d'atteindre des

taux de rentabilité des fonds propres démesurés – 15 à 20% –, la part revenant aux salaires est comprimé au profit des bénéficiaires. D'où la faiblesse de la demande et le moindre besoin en investissements de capacité. Les entreprises ne manquent pas d'argent; elles l'utilisent sans souci d'une croissance durable: rachat de leurs propres actions pour en augmenter le cours, dividendes élevés, opérations financières risquées, voir malhonnêtes. Alors que dans le même temps la croissance économique s'essouffle.

Sur les marchés financiers, le petit porteur a cédé la place aux intermédiaires – fonds d'investissement et de pensions, sociétés d'assurance –, en concurrence féroce pour acquérir des portefeuilles.

Dans leurs décisions, ces acteurs font preuve d'un mimétisme parfait: même composition de leurs portefeuilles, mêmes choix qui rejettent les rendements inférieurs à la moyenne. Cette obsession du court terme est

encouragée par des régulations publiques inadéquates qui fixent des règles communes aux investisseurs, quel que soit leur horizon temporel. Autant il est raisonnable d'exiger d'un investisseur à court terme qu'il dispose rapidement de liquidités, autant il est absurde d'imposer cette règle à un fonds de pension qui travaille dans le long terme. En accusation aussi les nouvelles règles comptables internationales, trop tournées vers le court terme.

Bref, un capitalisme allergique aux projets à long terme et qui ne fournit pas en suffisance des revenus consommables – emplois et salaires – ne peut survivre longtemps. A moins que les pouvoirs publics reviennent aux sources du libéralisme: le marché n'est pas une arène où s'affrontent des prédateurs, mais une organisation civilisée de l'échange fondée sur des règles sociales. Le capitalisme à la dérive suscitera-t-il le retour du politique?